

# DOSSIER JUDICIAIRE.

PRÉVENUS :

BYIBESHYO

colline Ruhengeri, son-chef Kobaunda.

PRÉVENTIONS :

- 1) détournement d'argent (art. 98 C.P.C. D)
- 2) dénonciation Calomnieuse. / art. 76 C.P.C. D)

TÉMOINS :



Jugement du 25-2-1982

Demande de révision du :

## PEINES.

S. P. P. : 6 mois

FRAIS : 4 Frs.

Delai : 6 mois

C. P. C. : 6 fois

AMENDE : 1000 Frs.

Delai : 6 mois

S. P. S. : 2 mois.

DOMAGES-INTERETS : Frs.

Delai :

C. P. C. :

Mandat d'...

## EXÉCUTION.

Entré en détention le

Sorti le

Payé le...quittance n°

Entré le

Sorti le

Payé le...quittance n°

Entré le

Sorti le

Payé le...quittance n°

Entré le

Sorti le

## Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné GAUPIN, Raymond, Joseph, Officier de Police Judiciaire  
siégeant comme Juge de Police en séance publique à Ruhengeri  
le vingt cinquième jour du mois de février 1900 cinquante deux  
en cause du (des) nommé BYIBESHYO, fils de Sebatwa (\*) et de Nyirakimonyo (e.v.)  
originaire de Ruhengeri, sous-chef KABANDA, Chef KAMARI, et y résidant.

prévenu de : I/ d'avoir, à Gatonde, Chefferie Bukonya, territoire de Ruhengeri  
résidence du Ruanda, dans la période du 1er août au 21 août 1951, détourné  
fraudemment au préjudice de son employeur le Commerçant SUNDAR SINGH  
BATRA, des fonds et marchandises pour une valeur globale de 1.679,50 frs.  
lesquels lui avaient été confiés à condition de les rendre ou d'en faire  
un emploi ou un usage déterminé, en l'occurrence gérer le magasin de vente  
du plaignant; fait prévu et puni par l'art. 95 du C.P. L.II;

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouvent en état d'arrestation  
préventive depuis le

~~aux~~ 2/ avoir le septembre 1951, comparaissant librement volontairement,  
dénoncé calomnieusement son patron, le prénommé SUNDAR SINGH BATRA; fait  
prévu et puni par l'art. 76 du C.P. L.II.

Comparaît le nommé BYIBESHYO, préqualifié, qui répond comme suit à nos  
questions (le prévenu comparait seul)

Q: Reconnaissez-vous avoir eu un manquant de 1.679,50 frs dans votre caisse  
lors de l'inventaire fait par le sieur SUNDAR SINGH?

R: Oui, je le reconnais.

Q: Vous avez, le 21/9/1951, comparaissant librement et volontairement  
devant l'Officier de Police Judiciaire à Ruhengeri, dénoncé calomnieuse-  
ment votre patron, l'accusant de vous avoir refusé votre ration

et de ne pas avoir payé 3 travailleurs. Cette accusation s'est avérée fausse lors de l'enquête faite par Monsieur l'Officier de Police Judiciaire REMY le 29 septembre 1951 qu'avez-vous à dire pour votre défense?

R. Oui, je le reconnais.-

Q. Reconnaissez-vous avoir à Gatonde, chefferie BUKONYA, territoire de Ruhengeri, dans la période du 1er août au 21 août 1951, détourné frauduleusement au préjudice de votre employeur le commerçant SUNDAR SINGH des fonds et marchandises pour une valeur globale de I.679,50. frs lesquels vous avaient été confiés à condition de les rendre ou d'en faire un emploi ou usage déterminé, en l'occurrence gérer le magasin de vente de votre employeur?

Ces faits sont prouvés par les déclarations de trois témoins.

R. Oui, je le reconnais.-

Le déclarant.-

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu s'est rendu coupable d'abus de confiance et de dénonciation calomnieuse;

Attendu que les faits sont établis;

Attendu que le prévenu reconnaît les faits;

Attendu la plainte de l'employeur;

Attendu que le prévenu a apposé sa signature sous la mention suivante dans le livre de compte de l'employeur "Mimi BIBESHO nakosa mali ya Bwana SUNDAR SINGH frs I.679,50".

Attendu que le prévenu était payé suivant pourcentage et ne devait pas toucher une ration ou salaire fixe quelconque;

Vu le Procès-Verbal d'enquête n° 34/R. du 29/9/1951;

Attendu les moyens de défense du prévenu;

Attendu qu'il y a concours d'infractions;

Renvoyons des poursuites du chef de .....

Condamnons le nommé BYIBESHO, du chef d'abus de confiance à 4 mois  
de servitude pénale principale et 500 frs amende du chef de dénonciation  
calomnieuse à 2 mois de servitude pénale et 500 frs d'amende.

Prononçons le cumul des peines

Soit au total à Six mois ~~jour~~ de servitude pénale — à une  
amende de frs mille francs ou en cas de non paiement dans le  
délai de six mois jours à une S. P. S. de 2 mois ~~jours~~.

Condamnons ..... aux frais du procès taxés à  
frs : 6I et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai  
de 6 mois jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la  
durée de celle-ci à 6 jours.

Prononçons la confiscation de .....

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu BYIBESHO  
à verser à titre de dommages et intérêts au Sieur SUNDAR SINGH la somme  
x de I.679,50.- et

faute de s'exécuter dans le délai de 6 mois déclarons ceux-ci  
récupérables par la voie contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à I mois ~~jours~~.

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se sous-  
traire à l'exécution du présent jugement ordonnons son leur) arrestation immédiate.

Calcul des frais :

P. V. Off. de P. J. . . . .	Frs : <u>40</u>
Feuille d'audience. . . . .	Frs : <u>8</u>
Jugement. . . . .	Frs : <u>13</u>
Total : . . . . .	Frs : <u>6I</u>

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 25 février 1952.-

Le Juge de Police,  
R. GAUPIN. *Jay*

## Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné GAUPIN, Raymond, Joseph, Officier de Police Judiciaire  
siégeant comme Juge de Police en séance publique à Ruhengeri  
le vingt cinquième jour du mois de février 1900 cinquante deux  
en cause du (des) nommé BYIBESHYO, fils de Sebatwa (\*) et de Nyirakinonyo (e.v.)  
originaire de Ruhengeri, sous-chef KABANDA, Chef KAMARI, et y résident,

prévenu de : I/ d'avoir, à Gatonde, Chefferie Bukonya, territoire de Ruhengeri  
résidence du Ruanda, dans la période du 1er aout au 21 aout 1951, détourné  
frauduleusement au préjudice de son employeur le Commerçant SUNDAR SINGH  
BATRA, des fonds et marchandises pour une valeur globale de 1.679,50 frs.  
lesquels lui avaient été confiés à condition de les rendre ou d'en faire  
un emploi ou un usage déterminé, en l'occurrence gérer le magasin de vente  
du plaignant; fait prévu et puni par l'art. 95 du C.P. L.II;

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouvent en état d'arrestation  
préventive depuis le .....

et xx 2/ avoir le septembre 1951, comparaissant librement volontairement,  
dénoncé calomnieusement son patron, le prénommé SUNDAR SINGH BATRA; fait  
prévu et puni par l'art.76 du C.P. L.II.

Comparaît le nommé BYIBESHO, préqualifié, qui répond comme suit à nos  
questions (le prévenu comparait seul)

Q: Reconnaissez-vous avoir eu un manquant de 1.679,50 frs dans votre caisse  
lors de l'inventaire fait par le sieur SUNDAR SINGH?

R: Oui, je le reconnais.

Q: Vous avez, le 21/9/1951, comparaissant librement et volontairement  
devant l'Officier de Police Judiciaire à Ruhengeri, dénoncé calomnieuse-  
ment votre patron, l'accusant de vous avoir refusé votre ration

et de ne pas avoir payé 3 travailleurs. Cette accusation s'est avérée fausse lors de l'enquête faite par Monsieur l'Officier de Police Judiciaire REMY le 29 septembre 1951 qu'avez-vous à dire pour votre défense?

R. Oui, je le reconnais.-

Q. Reconnaissez-vous avoir à Gatonde, chefferie BUKONYA, territoire de Ruhengeri, dans la période du 1er août au 21 août 1951, détourné frauduleusement au préjudice de votre employeur le commerçant SUNDAR SINGH des fonds et marchandises pour une valeur globale de 1.679,50. frs lesquels vous avaient été confiés à condition de les rendre ou d'en faire un emploi ou usage déterminé, en l'occurrence gérer le magasin de vente de votre employeur?

Ces faits sont prouvés par les déclarations de trois témoins.

R. Oui, je le reconnais.

Le déclarant.-

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu s'est rendu coupable d'abus de confiance et de dénonciation calomnieuse;

Attendu que les faits sont établis;

Attendu que le prévenu reconnaît les faits;

Attendu la plainte de l'employeur;

Attendu que le prévenu a apposé sa signature sous la mention suivante dans le livre de compte de l'employeur "Mini BIBESHO nakosa mali ya Bwana SUNDAR SINGH frs 1.679,50".

Attendu que le prévenu était payé suivant pourcentage et ne devait pas toucher une ration ou salaire fixe quelconque;

Vu le Procès-Verbal d'enquête n° 34/R. du 29/9/1952;

Attendu les moyens de défense du prévenu;

Attendu qu'il y a concours d'infractions;

Renvoyons des poursuites du chef de

Condamnons le nommé BYIBESHO, du chef d'abus de confiance à 4 mois de servitude pénale principale et 500 frs amende du chef de dénonciation calomnieuse à 2 mois de servitude pénale et 500 frs d'amende.

Prononçons le cumul des peines

Soit au total à Six mois jour de servitude pénale — à une amende de frs mille francs ou en cas de non paiement dans le délai de six mois jours à une S. P. S. de 2 mois jour

Condamnons aux frais du procès taxés à frs : 61 et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai de 6 mois jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la durée de celle-ci à 6 jours.

Prononçons la confiscation de

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu BYIBESHO à verser à titre de dommages et intérêts au Sieur SUNDAR SINGH la somme x de 1.679,50.- et

faute de s'exécuter dans le délai de 6 mois déclarons ceux-ci récupérables par la voie contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à 1 mois jour

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son leur) arrestation immédiate.

Calcul des frais :

P. V. Off. de P. J. . . . .	Frs : <u>40</u>
Feuille d'audience. . . . .	Frs : <u>8</u>
Jugement. . . . .	Frs : <u>13</u>
Total : . . . . .	Frs : <u>61</u>

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 25 février 1952.-

Le Juge de Police,  
R. GAUPIN.-

# ATTESTATION DE LA REMISE DU CONDAMNÉ

L'an mil neuf cent cinquante deux, le vingt-cinquième jour de Février

Le soussigné, gardien de la prison de Buhenza

déclare que le nommé B. KIBESHO Melchior

a été déposé en la dite prison et que son entrée a été inscrite au registre d'écrou, sous le N° 5619

Date d'incarcération 25-2-52

Le Gardien,

Date de sortie : fin de S. P. P. 23-2-52



fin de S. P. S. 22-10-52

fin de C. P. C. 28-10-52

Ng.E.  
TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.  
PARQUET DU RUANDA  
K I G A L I

Kigali, le 29 janvier 1952

N° 395/R.M.P.18524

OBJET:

Aff.: BYIBESHO

*Just 7*  
*de 30.1.1952*  
*Page*

Monsieur le Juge de Police,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en retour pour compétence et disposition le dossier constitué à charge du nommé BYIBESHO inculpé d'avoir à Gatonde, chefferie Mulera, territoire de Ruhengeri, résidence du Ruanda, dans la période du 1er août au 21 août 1951, détourné frauduleusement au préjudice de son employeur le commerçant Sundar Singh Batra, des fonds et marchandises pour une valeur globale de 1679,50 frs. lesquels lui avaient été confiés à condition de les rendre ou d'en faire un emploi ou un usage déterminé, en l'occurrence gérer le magasin de vente du plaignant; fait prévu et puni par l'art.95 du C.F. L.II; et pour avoir le 21 septembre 1951, comparu librement et volontairement, dénoncé calomnieusement son patron, le pré nommé Sundar Singh Batra; fait prévu et puni par l'art.76 du C.F. L.II. J'estime que les peines à prononcer ne doivent pas dépasser la compétence matérielle du Tribunal de Police.

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI  
G. TACQ,

Monsieur le Juge de Police  
à

RUHENGARI

*G. Tacq*

RUANDA-URUNDI

Transmis le 5 octobre 1951

Residence: du RUANDA

à Monsieur le Substitut du Procureur Général

Territoire: de Ruhengeri

Ruhengeri le 5-10-1951

Le Commissaire de Police  
L'Officier de Police Judiciaire

P. V. — N° 34/R

## PRO JUSTITIA

Prévenu:

SUNDAR SINGH BATRA

Prévention:

Non-licenciement  
Contr. Tr. - Art. 16 -  
1° - 2° & 3°

Plaignant:

BYIBESHO

Objets saisis:

- 1° Livret de Travail 1951.
- 2° Livre de Compte

Observations:

Date d'arrestation: \_\_\_\_\_

L'an mil neuf cent cinquante un le vingt-neuvième jour du mois de septembre vers neuf heures 30'

Devant Nous REMY L. Agent Territorial t.p. Commissaire de Police — Officier de Police judiciaire, à compétence Générale, à Ruhengeri, nous trouvant à Ruhengeri comparait l. e nommé BYIBESHO, fils de Sébastien (d.c.d.) et de Nyirakimungu (c.v.), originaire de Ruhengeri, s/ chef Kabana et chef Kamari, et y résidant qui nous déclare ce qui suit:

" Je viens me plaindre contre M. SUNDAR SINGH BATRA, commerçant à Ruhengeri, pour lequel je travaille en qualité de Kapila-vendeur à son magasin de Gatonde. A la fin du mois d'août, il a constaté un manquant de 1.600 francs (mille six cents francs) dans la caisse de son magasin de Gatonde. Je lui ai déclaré que c'était moi qui avais froissé cette somme pour me payer, ainsi qu'à trois de ses travailleurs, le poche hebdomadaire qu'il nous doit depuis deux ans. Alors il s'est fâché et a dit qu'il ne voulait plus me voir. Je suis donc sans travail, et il n'a pas voulu me verser mon licenciement dans mon livret de Travail."

Q - Voulez-vous jurer serment?

R - (Serment sur le Mwami)

Q - Quel est le montant de votre poche?

R - 25 francs par semaine. C'est le poche convenu d'habitude, mais mon patron m'avait dit qu'il ne me donnerait que 20 francs.

Q - Votre livret de Travail?

R - Oui, j'en ai deux (un pour 1950 et l'autre pour 1951)

Q - A quelle date avez-vous été engagé chez SUNDAR SINGH BATRA?

R - Je ne sais pas exactement, mais c'était en 1945!

Q - Avez-vous un document d'engagement datant de cette époque?

R - Non, j'ai perdu les livrets.

Q - Comment s'appellent les trois travailleurs auxquels vous avez payé le pocho?

R - MVUKIYEHE, RWUBAKA, et RUKEMANGANIZI.

Q - Combien leur avez-vous donné à chacun?

R - le 1<sup>er</sup> a eu 160 frs; le 2<sup>e</sup> a eu 80 frs; le 3<sup>e</sup> a eu 190 frs

Q - Combien vous êtes-vous payé à vous-même?

R - 475 francs (quatre cent septante cinq).

Q - Quel était le pocho hebdomadaire de chacun des travailleurs?

R - Dix francs.

Q - Est-ce que Mr Sundar Singh Batra les a chargés aussi, ces trois travailleurs?

R - Oui; mais il leur a donné leur licenciement.

Q - Qu'avez-vous fait du restant des 1.600 francs?

R - Il n'y a pas de restant. D'ailleurs, j'avais demandé à mon patron de porter cette somme manquante en compte dans le chiffre d'affaires du magasin, afin d'augmenter le % qui donne mon salaire. Il a refusé.

Q - A quelle date avez-vous eu cet entretien avec votre patron?

R - Au mois d'avril, Sundar Singh m'a dit d'engager quelques ouvriers et de leur payer dix francs de pocho par semaine.

Q - Répondez à ma question?

R - C'est le 24 août 1951.

Q - Pourquoi le paiement de votre pocho n'est-il pas indiqué dans l'engagement figurant sur votre livret?

R - Au début, rien n'était prévu pour le pocho; seulement mon patron ayant constaté que j'étais un bon travailleur, m'a donné l'autorisation de prendre 20 frs de pocho dans la caisse.

Q - Est-ce que vous maintenez vos déclarations?

R - Oui.

Q - Qui vous autorise à prendre un pocho dans la caisse pour les 3 travailleurs?

R - C'est mon patron.

De tout qui nous avons dressé le présent procès-verbal, le jour, mois et an que dessus, en avons donné lecture au Comparant qui signe avec nous.

le Comparant,

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.  
L'Officier de police judiciaire

Ozydenko

Remp

L'an mil neuf cent cinquante et un, le quatrième jour du mois d'octobre vers dix heures, comparait le nommé SUNDAR SINGH BATRA, commerçant à Ruherengeri, qui répond comme suit à nos questions:

Q- Je viens de vous donner connaissance de la plainte du nommé BYIBESHO. Qui avez-vous à répondre?

R- Sa déclaration est fautive; tout d'abord, comme vous pouvez le voir, d'après son livret de travail, il est engagé à la commission sur la vente du Café (10 centimes au kilo) ou son achat, et à 3% sur le chiffre de vente. De plus, cette histoire de 1.600 francs constitue un vol de 1679,50 fr commis par le nommé BZIBESHO, dans mon magasin de Gatonde, que j'ai fermé depuis fin août. Voici d'ailleurs mon livre de compte pour ce magasin. Vous pouvez voir ici que Bibesha a signé d'une somme de 1679,50 fr, comme manquant. Il a d'autre part profité de mon absence à Usumbura pour venir se plaindre. Voici trois témoins qui peuvent certifier mes dires: SIMBUKA, BEPIRYANA, SEMENAWA. Il n'est donc ni question de poche ni paye, mais d'un vol dont je désire être remboursé. J'étais d'ailleurs venu parler de la chose à M<sup>r</sup>. R.O.P. Nijs avant mon départ pour Usumbura le 23 août 1951. De tout qui nous aura donné le présent procès-verbal le jour, mois et an que dessus, en nous donnant lecture au comparant qui signe avec nous.

Le Comparant,

Je jure que le présent P.V. est sincère.

L.O.P.T.

Sundar Singh Batra



Comparaît ensuite le nommé SEPIRYANA (Cyprica) BYETEQA, fils de Noeli Rwaligo (d.c.d.) et de Jajeli Nyiramakuba, (l.v.), originaire de Toro, ex-chef Gahumwabwasha, chef Sababino, Ecritaire ?, Fort Portal, Uganda, résidant à Mubona ex-chef Kabanda, chef Kamari, qui répond comme suit à nos questions, après avoir prêté serment:

Q- Quel est votre profession chez M<sup>r</sup>. Sundar Singh?

R- Secrétaire, ici à Ruherengeri.

Q- Avez-vous le contrôle de magasin de Gatonde?

R- Non. Mais je connais Bibesha.

Q- Que savez-vous de la plainte qu'il a déposée?

R- Au moment où mon patron est parti, on a remis des marchandises pour son magasin de Gatonde. Bibesha a vendu toutes ces march-

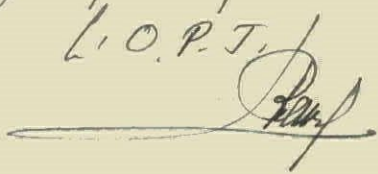
Chandisa; il est revenu en prendre d'autres; son patron lui en a donné.  
Elles sont parties par porteurs. Byilebo est resté avec son patron en train  
de discuter au sujet de son salaire. Mr. Sundar Singh, après la discussion,  
est parti contrôler dans le magasin de Gatonde les Comptes de Byilebo;  
avant de le licencier. Il a constaté un manquant de 1679,50 fr.  
On a ramené Byilebo le soir à Ruhegori, et il a reconnu le  
manquant, et il a signé. Le lendemain, devant moi et mes  
deux collègues, SIMBUKA et SEMENAWA, Byilebo est venu proposer  
à Mr. Sundar Singh de le reprendre pour pouvoir rembourser son  
salaire.

Je tout quoi nous avons donné le point pour, voir le jour, moi  
et au qu deux, en avoir donné lecture au comparant, qui a signé  
avec nous.

Le Comparant,

Je jure qu'il point pour tout vrai.

L. O. P. T.



Sepirano

Comparant ensuite le nommée SEMENAWA, employé de  
Mr. Sundar Singh, fils de Kanyanga (d.c.d.) et de Nyagoma (d.c.d.) ori-  
ginaires de Ruhegori, s/chef et chef Kamari, et y résidant, qui répond  
comme suit à nos questions:

Q- Connaissez-vous Byilebo?

R- Byilebo est venue solliciter du travail chez Mr. Sundar Singh; elle a répondu  
disant qu'elle n'était pas sûre de sa probité; c'était au mois d'août.  
Il m'a présenté comme pouvant me prêter gageant de sa fidélité.  
Alors Mr. S.S. lui a donné des marchandises, et il est parti pour Gatonde.

Q- Que savez-vous de l'affaire Byilebo?

R- Mr. Sundar Singh a constaté un manquant au mois d'août, et  
Byilebo l'a reconnu.

Je tout quoi nous avons donné le point pour, voir le jour, moi et au  
qu deux, en avoir donné lecture au comparant qui ne signe pas  
étant illettré.

Je jure qu'il point pour tout vrai.

L. O. P. T.



Comparant ensuite le nommée SIMBUKA, fils de Nyamutama (d.c.d.)  
et de Nyirakaje (d.c.d.) originaires de Gasanze, s/chef Kabano,  
chef Kamari et y résidant qui répond comme suit à nos questions après  
avoir prêté serment:

Q- Que savez-vous de l'affaire Byilebo?

R- Byilebo a discuté avec son patron au sujet de salaire qu'il avait demandé, il  
voulait 4% au lieu de 5%. Son patron n'a pas voulu, c'est pourquoi  
Byilebo a voulu quitter son travail. Ils sont ensuite partis pour

.../...

Gatonde pour qu'il Bybiche lui remette tout l'argent et les marchandises; après contrôle de la Cairine, le patron a constaté un manquant, et il a répondu qu'il y avait eu des marchandises en chemin, et qu'elles avaient la valeur du manquant. Après le contrôle, ils sont allés à Rebenjori et Mr. Soudar Singh lui a demandé où était l'argent et les marchandises. Il a répondu qu'il le lendemain il apporterait les marchandises.

Q. Étiez-vous à Gatonde lors du contrôle?

R. Oui, j'en suis parti avec eux. Il s'agit d'un manquant en marchandises et café.

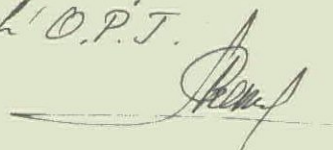
Q. Travaillez-vous au magasin de Gatonde?

R. Non.

De tout ceci nous avons dressé le présent procès-verbal de jour, moi et au-dessus, en avoir donné lecture au comparant qui ne s'y oppose pas et a été illégitime.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'O.P.T.



P.V. N° 34/R

Affaire BYIBESHO / Sundar Singh Batra

RUANDA = URUNDI  
Procès - Verbal de saisie

L'an mil neuf cent cinquante et un, le quatre octobre 1951

Nous REMPL Agent Territorial t. p. Officier de Police Judiciaire

Général à Ruhengeri, nous sommes à Ruhengeri, verbalisant dans l'affaire  
à charge de Sundar Singh Batra, Byibesho

avons procédé à la saisie de un livre de compte à correction verte, appartenant  
au détenteur, Sundar Singh Batra, et portant à la page 8, la mention  
"Mimi zi Besho na Kasa Mali a Burana Sundar Singh frs 1679,50.  
(si) Byibesho". Nous avons présenté ce livre au détenteur qui l'a par-  
phi et qui signe au verso.

L'objet saisi et inscrit au R. O. S. sous le n° 75

Le Détenteur,

Sundar Singh Batra

Dont acte.

L'Officier de Police Judiciaire,

Remp

P.V. N° 34/R

Affaire Sundar Singh Batra

## RUANDA = URUNDI

### Procès - Verbal de saisie

L'an mil neuf cent cinquante et un, le vingt-neuf septembre

Nous Remy L. Agent Territorial 1<sup>er</sup> p. Officier de Police Judiciaire

à Compétence générale à Rukemajari, verbalisant dans l'affaire

à charge de Sundar Singh Batra,

avons procédé à la saisie de un livre de travail à couverture verte (carnet

à feuilles quadrillées), ayant les trois premières pages manuscrites, d'un  
mélange d'anglais et de kiswahili. Ce livre appartient au  
nommé BYIBESHO, à qui nous l'avons présenté pour parapher, ce  
qu'il a fait, et qui nous le présente pour verbaliser.

L'objet saisi est inscrit au R. O. S. sous le n° 74

Dont acte.

L'Officier de Police Judiciaire,

C-24.

le détenteur,

Byibesho

Remy